



CAISSE
DES DÉPÔTS
ET CONSIGNATIONS

Le partenaire économique de long terme

2012
RAPPORT
D'ACTIVITÉ



Une baleine au large de Mayumba
© JTC Consulting

SOMMAIRE

LE MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	p.3
CADRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DE L'EXERCICE 2012	p.5
Environnement économique international	p.5
Environnement économique national	p.6
NOTRE IDENTITÉ	p.8
NOTRE VISION	p.9
ETHIQUE ET DÉONTOLOGIE	p.10
QUELQUES DATES CLÉS	p.11
PRÉSENTATION DE LA CDC	p.13
La Gouvernance	p.13
L'organisation	p.14
SYNTHÈSE DES PERFORMANCES DE L'EXERCICE 2012	p.17
La Poursuite de l'opérationnalisation de l'organisation	p.17
La Mobilisation des ressources	p.21
La Dynamisation des ressources	p.24
NOTORIÉTÉ ET RÉPUTATION	p.31
COOPÉRATION ET PARTENARIATS	p.32
SITUATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE	p.33
Chiffres clés	p.33
Bilan au 31/12/2012	p.33
Emploi des ressources / Etat de la valeur ajoutée	p.35
ANALYSE DU RÉSULTAT ET PERSPECTIVES	p.36
CONCLUSION	p.38

LE MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

De plus en plus de pays font le choix de se doter d'un investisseur institutionnel public, au modèle économique particulier, capable de répondre aux enjeux économiques et sociaux de l'Etat. C'est le cas du Gabon avec la mise en place en 2010, de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) qui a pour objectif principal d'accroître et démultiplier l'action publique en procédant, entre autre, à la dynamisation des secteurs financiers et sociaux.

La CDC constitue entre autre un investisseur institutionnel public de long terme, dont les spécificités tiennent compte du contexte national, et qui a l'ambition de jouer un rôle majeur dans le développement économique du Gabon.

Des missions spécifiques lui ont été confiées, afin de répondre à des besoins structurants et à des priorités nationales, notamment la mobilisation de l'épargne institutionnelle et sa sécurisation. Le dogme central repose sur la canalisation de cette épargne en financements de long terme, combinée à une gestion actif-passif adéquate permettant de structurer des dépôts et de les adosser à des actifs à maturités correspondantes.

La CDC s'est structurée et continue de perfectionner son organisation pour faire la démonstration de sa capacité à assurer ses missions. Elle s'est engagée pour cela dans une démarche visant à accroître le volume des ressources qui lui ont été confiées et confirmer, à l'instar de ses consœurs qui en ont déjà fait la preuve, la robustesse et la résilience de son modèle économique et financier.

Les avantages de ce modèle, notamment son caractère anticyclique, ont été relayés et ont connu une évolution récente à la suite de la crise financière mondiale. Le modèle a en effet démontré la capacité de ces institutions à dynamiser les ressources en opérant des choix d'allocation combinant à la fois l'impératif d'une intervention long-termiste et la nécessité d'une rentabilité régulière, dans le cadre d'une ingénierie financière correspondant aux meilleures pratiques de place. ● ● ●



● ● ● Aujourd'hui nous entamons une nouvelle étape de cette nécessaire évolution financière. Nous combinons une activité rationnelle de gestion dynamique de la trésorerie à des prises de participations opportunes dans le secteur productif, en répondant à des exigences de rentabilité et de prudence.

La CDC occupe une position croissante dans notre secteur financier en émergence. Nous développons des métiers nouveaux dans notre environnement, qui ont le potentiel de transformer la façon dont les politiques publiques sont financées, et de relever le défi de renforcer véritablement le secteur financier public.

Nous avons également mis au point un modèle financier et de gestion de risque, ainsi qu'un modèle économique et prudentiel pour offrir des financements de long terme et garantir la sécurité des dépôts afin de construire notre réputation de partenaire économique de long terme et de tiers de confiance.

Notre rôle d'incubateur de projets et nos approches du financement sont en passe de changer la donne de l'offre de financements et d'apporter un élan d'innovation, afin de contribuer à la croissance économique de notre pays.

Les premiers résultats 2011 /2012 de notre institution nous donnent une perspective confiante pour l'avenir. Nous poursuivons avec abnégation dans cette voie, afin de répondre aux défis des missions qui nous sont confiées.

Egide BOUNDONO SIMANGOYE
Président du Conseil de Surveillance

CADRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DE L'EXERCICE 2012

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

L'environnement économique et financier international est demeuré fragile à l'échelle mondiale, en dépit des actions engagées pour rassurer les marchés financiers et les investisseurs du fait de la crise d'endettement des Etats européens intervenue à partir du deuxième trimestre 2012.

Ce climat mondial, conjugué à d'autres facteurs structurels propres à chaque économie, s'est traduit par une révision à la baisse, à 3,3% contre 3,8% en 2011, de la croissance du PIB mondial en 2012, avec toutefois une certaine disparité selon les zones. Ainsi, alors que les Etats-Unis montrent une certaine résilience avec un taux de croissance économique de 2,2% contre 1,8% en 2011, la Zone euro serait, elle, en récession, l'activité s'inscrivant en recul de 0,4%, après une hausse de 1,4% l'année précédente. L'économie japonaise réaliserait un taux de croissance de 2,2% contre une contraction de 0,8% en 2011. Un ralentissement de la croissance économique serait enregistré dans les pays émergents et en développement, avec un taux de 5,3% contre 6,2% en 2011. En Afrique subsaharienne, la croissance demeurerait autour de son niveau de 2011 à 5%.

Le commerce mondial a connu une progression moins forte en 2012, en liaison avec l'affaiblissement de la demande intérieure des pays affectés ou impactés par la crise des dettes souveraines.

Le volume du commerce mondial de biens et services aurait progressé de 3,2% en 2012, après avoir enregistré des hausses de 5,8% en 2011 et 12,6% en 2010.

L'inflation continue sa décélération, dans un contexte de ralentissement de l'activité économique et de sous-utilisation des capacités de production.

Dans les pays avancés, le taux d'inflation s'établirait à 2% en 2012, après 2,7% en 2011 alors que dans les pays émergents et en développement, il se replierait de 7,2% en 2011 à 6,3%.

Dans ce contexte, les cours mondiaux des matières premières ont connu des évolutions différenciées selon les produits. Certains produits de base ont pu résister à l'affaiblissement de la demande mondiale, en raison de l'impact des aléas climatiques sur l'offre ou de craintes suscitées par des facteurs géopolitiques.

En revanche, l'indice des prix des matières premières (métaux et produits agricoles) servant d'input pour les industries est en repli de 17,2% en glissement annuel, le secteur manufacturier étant sévèrement touché par le ralentissement de la demande en Chine et dans la Zone euro.

Les investissements directs étrangers ont reculé de 18% à 1310 milliards de dollars, contre 1604 milliards en 2011. Cette forte chute, alors qu'ils étaient repartis à la hausse depuis trois ans, s'accompagne d'une inversion de tendance avec pour la première fois, un volume d'IDE réalisés dans les pays en développement de 680,4 milliards de dollars, en recul de 3,2% seulement, dépassant celui de 548,9 milliards de dollars, en chute de 32,1% par rapport à 2011, observé dans les pays développés.



Les plus faibles baisses sont observées en Chine où les investissements étrangers ne reculent que de 3,4% à 119,7 milliards de dollars, et dans l'ensemble des pays de l'ASEAN avec un repli de 7%. L'Afrique est la seule zone où on observe une progression de 5,5% des IDE qui y ont atteint 45,8 milliards de dollars contre 43,4 milliards en 2011.

**Le commerce mondial
a connu une
progression moins
forte en 2012**

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL

Faiblement impacté par la crise mondiale, le Gabon, comme l'ensemble des pays de la CEMAC, a poursuivi en 2012, les importantes réformes contenues dans le Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE) visant à opérer une transformation du système productif et engager l'économie sur la voie de l'émergence.

En matière de modernisation et d'amélioration de l'environnement des affaires, des innovations majeures ont été introduites dans les dispositifs juridiques, fiscaux et sociaux réglementant l'activité des entreprises dans plusieurs secteurs, dans l'optique de favoriser le développement d'un tissu industriel véritable.

C'est ainsi que de nouvelles réglementations, plus incitatives et visant à densifier et favoriser un ancrage national réel des entreprises ont vu le jour dans divers domaines d'activité allant de l'exploitation et la valorisation du bois, au secteur des Services ou encore au secteur industriel.

L'organisation commune, avec la Guinée Equatoriale, de la Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN) a contribué à accroître le flux de touristes au Gabon, de même qu'elle a permis de dynamiser l'investissement public en matière de réalisation d'infrastructures physiques, d'extension et de modernisation du réseau de communication par internet avec la pose de la

fibres optiques. Cette organisation a également entraîné un sursaut de l'investissement privé à travers la construction de structures d'accueil hôtelières supplémentaires.

D'autres investissements d'envergure, parmi lesquels ceux de réalisation de deux barrages hydroélectriques "Impératrice" et "FE 2", destinés à porter la production énergétique à hauteur de 5 000 mégawatts à l'horizon 2020 ; ainsi que les investissements pour la construction d'au moins un millier de logements socioéconomiques, tardent encore à entrer dans leur rythme de croisière et produire le plein effet attendu sur la croissance économique et l'emploi.

La politique du Gouvernement s'est caractérisée par la poursuite de la réforme des finances publiques et de la fonction publique ; avec pour objectifs d'une part, l'efficacité des administrations fiscales et douanières, et l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique, et d'autre part l'efficacité de l'organisation administrative en vue d'une administration moderne et réactive, à même de s'ajuster et répondre efficacement aux besoins des populations.

Aujourd'hui, comme l'affirme la COFACE dans son rapport 2012, le Gabon est le pays qui présente le moins de risques d'impayés dans la zone CEMAC pour les investisseurs étrangers.

Afin de lutter contre la vie chère et l'instabilité des prix internationaux à l'origine de tensions inflationnistes persistantes, d'importantes mesures fiscales visant la préservation du pouvoir d'achat des ménages et le maintien du niveau de la demande intérieure ont été prises.

Bien qu'elles aient été reconduites au terme de la période d'application initiale, ces mesures présentent un caractère transitoire. Des études en cours pour des actions dans la durée, ayant un impact structurel sur les prix et la consommation des ménages, fixeront le cap de long terme.

La promotion de l'ouverture économique du Gabon est manifeste et s'est intensifiée depuis 2010, année pendant laquelle le Gabon a attiré plus de quatre milliards de dollars d'investissements directs étrangers dans le cadre de la signature de contrats avec des entreprises américaines, asiatiques et européennes.

Le taux de chômage reste toutefois encore à des niveaux excédant 20% de la population active.

NOTRE IDENTITÉ

La CDC est un établissement public à caractère industriel et commercial créé et organisé par l'ordonnance 024/PR/2010 du 12 août 2010, ratifiée par la loi 045/2010 du 12 janvier 2011.

Elle est une institution financière publique investie des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'État et les collectivités locales en matière de développement.

Tout en reprenant les missions anciennement dévolues à l'Agence Comptable Centrale des Dépôts (ACCD), ainsi que les actifs du Fonds National de l'Habitat (FNH) et du Compte de Refinancement de l'Habitat (CRH), la CDC a la vocation plus large de devenir un investisseur institutionnel de long terme et un incubateur de projets.

Elle exerce des activités bancaires et financières et est notamment chargée de gérer :

- les dépôts réglementaires des notaires, des huissiers, des mandataires judiciaires, et des autres professions juridiques ;
- les dépôts correspondants aux subventions et ressources publiques affectées des organismes publics et privés ;
- les dépôts reçus au titre des consignations et cautionnements d'origine judiciaire ou administrative ;
- les revenus de certaines participations de l'État, les ressources affectées des correspondants du Trésor Public, les ressources du fonds de péréquation des collectivités locales, les fonds de la réassurance, les fonds de contrepartie des projets et programmes publics, et les mandats spéciaux qui peuvent lui être confiés ;

- les fonds et valeurs confiés aux comptables publics et à leurs mandataires ;

- les fonds correspondants aux financements locaux et extérieurs des projets et programmes publics ;

- les régies d'État et des collectivités locales.

Elle a en outre pour missions d'assurer :

- les services bancaires à sa clientèle et le refinancement bancaire ;
- le financement de l'inclusion bancaire, et de la création des petites et moyennes entreprises (PME) innovantes ;
- le financement et la prise de participations dans les secteurs stratégiques ou porteurs ;
- le financement des projets des collectivités locales ;
- le financement du logement social ;
- les opérations de marché de capitaux ;
- la gestion d'actifs et de portefeuille pour le compte de tiers ;
- la réalisation d'investissements pour son propre compte ou pour le compte de tiers ;
- le soutien à la création d'entreprises et d'emplois ;
- la gestion active de la trésorerie.

Elle a enfin, vocation à protéger l'épargne populaire des caisses de retraite et des avoirs des épargnants sur livret.

NOTRE VISION

Dans l'optique de réaliser ses objectifs, la CDC met en production les ressources qu'elle mobilise, pour dégager de la valeur qui servira à faire face à ses charges de structure et appuyer la mise en œuvre des politiques publiques.

Le Plan Stratégique 2012-2016 de la CDC a identifié trois orientations stratégiques, sur la base de ses principales forces, ainsi que des opportunités et menaces en provenance de son environnement.

Elaboré en fin 2011, le plan stratégique 2012-2016, a commencé à s'exécuter en 2012.

Ainsi, les orientations et les objectifs qui ont été définis s'articulent autour de trois nécessités fondamentales consistant à :

- **Affirmer le rôle de la CDC dans la dynamisation de la politique financière de l'Etat, d'investisseur, de prêteur de long terme : orientation stratégique n°1 assortie de deux objectifs stratégiques :**

1- Renforcer l'assise financière de la CDC ;

2- Sécuriser les investissements et renforcer la confiance de la clientèle.

- **Positionner la CDC sur les secteurs identifiés comme stratégiques, porteurs et prioritaires par les pouvoirs publics : orientation stratégique n°2 assortie de deux objectifs stratégiques :**

1-Assurer le financement des secteurs prioritaires notamment le logement social et les PME/PMI ;

2-Assurer la gestion des mandats confiés par l'Etat (infrastructures physiques, environnement, etc).

- **Assurer un pilotage efficace de la CDC de façon à faire la démonstration de sa valeur ajoutée dans le développement du Gabon: orientation stratégique n°3 assortie de deux objectifs stratégiques :**

1-Assurer l'efficacité du fonctionnement interne et impulser la modernisation du secteur financier ;

2-Garantir une qualité de service aux clients et valoriser la marque CDC.

ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE

La CDC s'est dotée d'un code de conduite et d'éthique professionnelle auquel chaque agent a adhéré à travers une déclaration formelle.

Il se fonde sur cinq groupes de principes qui constituent les normes de conduite de toute action en son sein ou en son nom. Il s'agit des principes suivants :

- **Honnêteté, loyauté et transparence ;**
- **Courtoisie, respect des autres et esprit de groupe ;**
- **Confidentialité et discrétion ;**
- **Conformité aux lois, règlements et normes professionnelles ;**
- **Protection des données informatisées et utilisation des réseaux informatisés.**



QUELQUES DATES CLÉS

- **12 Août 2010** Création de la Caisse des dépôts et Consignations par l'ordonnance n°024/PR/2010 ;
- **20 Janvier 2011** Nominations de l'équipe dirigeante dont le Directeur Général, son Adjoint et le Secrétaire Général ;
- **21 Avril 2011** Adoption des statuts de la Caisse des Dépôts et Consignations, et nomination du Caissier Général ;
- **22 Juillet 2011** Libération de la dotation initiale de 10 milliards de FCFA allouée au démarrage des activités de la CDC ;
- **04 Août 2011** Signature d'une convention tripartite entre la Caisse des Dépôts et Consignations, la Banque Gabonaise de Développement et la Caisse Nationale d' Assurance Maladie Sociale pour le placement des réserves techniques ;
- **Août - Décembre 2011** Organisation des services en vue de la mise en production des activités au siège social au 01/01/2012 ;
- **20 Octobre 2011** Mise en place du Conseil de Surveillance (CS) de la CDC, pour assurer la gouvernance de la CDC. Le Président du Conseil avait déjà été nommé le 07 juillet 2011 ;
- **09 Novembre 2011** Tenue du 1er Conseil de surveillance (le Conseil en est à sa 6ème session) ;
- **Novembre 2011** Acquisition d'une assiette foncière pour un projet immobilier au Pont Nomba ;
- **29 Décembre 2011** Signature du partenariat portant sur la prise de participations à hauteur de 35% (soit 24 millions d'euros) de la CDC, dans le capital de Rougier Afrique International ;
- **10 Janvier 2012** Ouverture de l'Agence bancaire, par la reprise des activités de l'ancienne Agence Comptable Centrale des Dépôts (ACCD) du Trésor Public ;
- **De Janvier à Septembre 2012** Organisation de rencontres régulières avec la clientèle institutionnelle ;
- **Février 2012** Prise de participations au capital de la Banque Gabonaise de Développement (BGD); Rachat d'actions SMAG, COMILOG et SOMIVAB auprès de la liquidation OCTRA et SONADIG; Souscription d'un emprunt BGFI de 60 milliards FCFA pour financer ses opérations immobilières.
- **Avril 2012** Mise en œuvre des dispositifs de consignations et déconsignations ;
- **Juin 2012** Conception et mise en œuvre du modèle financier de gestion Actif/Passif.
- **Octobre 2012** Octroi d'un financement au Fonds Routier ;
- **Novembre 2012** Octroi d'avances de trésorerie au Trésor Public ;
- **Décembre 2012** Lancement du processus de prise de participations dans la BHG
Création de NOVEC Gabon, en joint-venture avec le Groupe CDG du Maroc.



ENTRÉE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS AU CAPITAL DE
ROUGIER AFRIQUE INTERNATIONALE,

de gauche à droite
Francis ROUGIER, Directeur Général ROUGIER
Alain DITONA MOUSSAVOU, Directeur Général CDC

PRÉSENTATION DE LA CDC

LA GOUVERNANCE

Conformément aux bonnes pratiques internationales, la gouvernance de la CDC s'exerce à travers plusieurs outils, notamment :

- **La supervision par le Conseil de Surveillance ;**
- **Le contrôle et la certification des comptes par un commissaire aux comptes et par la Cour des comptes.**

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance est l'organe délibérant et de contrôle de la Caisse des Dépôts et Consignations. Il fixe les orientations et contrôle les activités de la Caisse, adopte le budget, approuve les comptes et se prononce sur les opérations dont le montant excède les pouvoirs du Directeur Général.

Le Conseil de Surveillance est composé de :

M. Egide BOUNDONO SIMANGOYE, représentant le Ministère de l'Economie, de l'Emploi et du Développement Durable, Président du Conseil de Surveillance ;

M. Serge MICKOTO, représentant la Présidence de la République Gabonaise ;

M. Paul Henri NGUEMA MEYE, représentant la Primature ;

M. Simon Michel BIBANG BI NDONG, représentant le Ministère de la Justice, Garde des Sceaux, des Droits Humains et des Relations avec les Institutions Constitutionnelles, Porte-parole du Gouvernement ;

M. Alexandre MATSINGA, représentant le Ministère de l'intérieur, de la Sécurité Publique, de l'Immigration et de la Décentralisation ;

M. Jean Fidèle OTANDAULT, représentant le Ministère du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique ;

M. Michel BOULINGUI, représentant le Conseil Economique et Social ;

Vénérable Raphaël MANGOUALA, représentant le Sénat ;

Maître Lydie RELONGOUE, représentant les Professions Juridiques ;

Honorable Maurice Nestor EYAMBA TSIMAT, représentant l'Assemblée Nationale ;

M. Denis MEPOREWA, représentant la Banque des Etats de L'Afrique Centrale.

LE CONTRÔLE, LA CERTIFICATION ET LA REDDITION DES COMPTES

Jouissant de l'autonomie administrative et de gestion financière, la CDC est soumise aux règles de gestion du droit privé. Elle est ainsi astreinte à la publication de comptes sociaux selon le système OHADA et à leur certification par un Commissaire aux Comptes.

En l'occurrence, les Cabinets DELOITTE TOUCHE TOHMATSU et DELTA ont été nommés pour un mandat de trois ans respectivement comme commissaires aux comptes principal et suppléant.

La CDC est également astreinte à un audit annuel de la Cour des comptes en tant que

certificateur en dernier ressort des comptes des organismes publics et justiciable de cette même institution, au titre du contrôle juridictionnel effectué dans le cadre de la reddition des comptes de gestion et administratif.

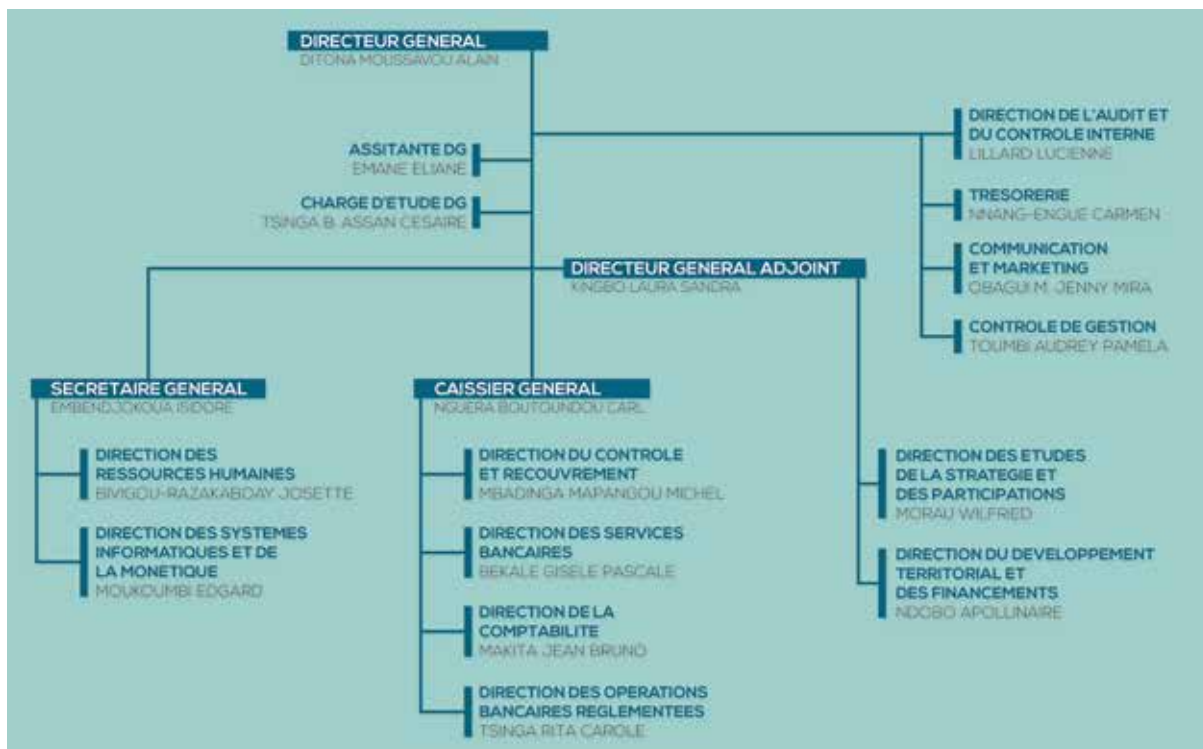
Il importe de noter que la vocation dite « bancaire » de la CDC fait que ses comptes soient tenus selon le plan de comptes des établissements de crédits sur l'application DELTA BANK mais publiés au format OHADA pour coller à son corpus légal et fiscal.

L'ORGANISATION

L'organisation de la CDC consacre une optique de performance qui veille à ce que les fonctions répondent à une utilité réelle.

L'ORGANISATION STRUCTURELLE

Une organisation par pôle permet à ce que (i) chacun des métiers de la Caisse soit développé de façon spécifique selon les exigences issues des règles de l'art, et que (ii) le pôle support qui met à disposition les ressources nécessaires, apporte aux métiers la matière pour produire la valeur ajoutée.



L'ORGANISATION FONCTIONNELLE

L'organisation fonctionnelle de la CDC repose sur la répartition de ses activités entre quatre pôles en cohésion avec l'organisation structurelle. C'est ainsi que les quatre acteurs du top management assument chacun des pôles d'activité de la manière suivante :

- **Le Directeur Général** assure directement la coordination du pôle Pilotage, audit et contrôle ;
- **Le Directeur Général-adjoint** assure la gestion du pôle Stratégie, Epargne et développement territorial ;
- **Le Caissier Général** assure la direction du pôle financier qui regroupe toutes les activités de tenue de la comptabilité, ainsi que celles afférentes au maniement et à la conservation des fonds, valeurs, titres et comptes de disponibilités ;
- **Le Secrétaire Général** dirige le pôle support dont la vocation est de mettre à la disposition des autres pôles, les ressources nécessaires à leur fonctionnement.

LES COMITÉS TECHNIQUES DE GESTION

Le Comité exécutif

Il se prononce sur les décisions touchant les questions de gouvernance, ainsi que celles ayant un impact sur l'organisation globale et l'ensemble de la structure, telles que la gestion du personnel, la mise en œuvre de recommandations ou régulation des relations avec la tutelle ou le Conseil de Surveillance.

Le Comité stratégique

Ce comité se réunit en tant que de besoin pour se prononcer sur les décisions et questions d'ordre stratégique : stratégie d'intervention de la CDC dans un domaine particulier (logement, PME, emprunts obligataires), stratégie d'exercice d'une mission assignée (mobilisation de cautionnement, domiciliation des fonds de contrepartie), etc.

Le Comité de Direction

Plus régulier que les autres, le Comité de Direction statue sur les décisions et questions liées au pilotage et aux activités opérationnelles. Il permet notamment, un rendu régulier des activités des services et directions, et se prononce sur les politiques opérationnelles.

Le Comité ALM

Un Comité ALM a été mis en place et ses procédures de travail rendues opérationnelles. Il a pour missions de gérer les déséquilibres actuels et à venir du bilan. Il s'agit donc d'une discipline stratégique qui permet de suivre l'ensemble des activités menées par la CDC, et dont la fonction principale consiste à gérer les risques de liquidité et de taux. En septembre 2012 s'est tenue la première réunion du comité ALM stratégique.

Les travaux portant sur la définition d'un modèle financier d'allocation d'actifs ont connu une avancée majeure avec le développement d'une expertise en ingénierie financière. Le paramétrage du modèle sera affiné régulièrement sur la base des résultats obtenus, dans l'objectif de renforcer sa robustesse.

Le Comité d'investissement

Le Comité d'investissement de la CDC a été mis en place, ainsi que ses procédures de travail. Il a une mission générale de protection des dépôts et l'ensemble des ressources de la CDC, en veillant à ce qu'ils soient employés de manière optimale dans la réalisation des investissements.

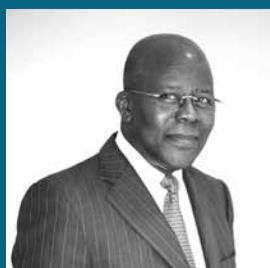
Plus précisément, le Comité approuve et suit l'application de la politique d'investissement et des décisions stratégiques relatives à la gestion des investissements et des financements ; évalue la conformité, la stratégie et la performance des investissements; et suit les expositions ainsi que la constitution des portefeuilles.

A cet effet, un modèle de notation interne des différentes contreparties a été mis en vigueur.

Le Comité d'Audit

Une charte de l'audit interne, qui définit la déontologie et le champ d'application de l'audit interne, ainsi que la conduite des acteurs durant l'audit, a été élaborée et soumise à la validation du Comité d'audit du Conseil de Surveillance.

Un Plan d'audit annuel, reposant sur une cartographie des risques, a été défini afin de surveiller les risques associés à chaque activité, en fonction du niveau global des risques encourus.



ALAIN DITONA MOUSSAVOU
DIRECTEUR GÉNÉRAL



LAURE SANDRA KINGBO
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT



CARL DAVY NGUEBA BOUTOUNDOU
CAISSIER GÉNÉRAL



ISIDORE EMBENDJOKOUA
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

LE TOP MANAGEMENT

SYNTHÈSE DES PERFORMANCES DE L'EXERCICE 2012

En conformité avec les orientations stratégiques, la Direction générale a assigné des objectifs annuels à chaque unité opérationnelle. Ces objectifs ont été à la base des plans de gestion opérationnels pour l'année 2012. Ces derniers contenaient à la fois des projets nouveaux, mais également ceux non achevés en 2011.

La mise en place organisationnelle et fonctionnelle commencée en 2011 s'est poursuivie et intensifiée. Les chantiers de la rédaction des procédures sont achevés à 75% et l'avancement des autres projets ayant trait à l'efficacité du fonctionnement interne, attaché à l'orientation stratégique n°3 (voir page 9), est jugé satisfaisant.

LA POURSUITE DE L'OPÉRATIONNALISATION DE L'ORGANISATION

Dans leur action au quotidien, les métiers de l'actif se sont efforcés d'atteindre les objectifs arrêtés par la Direction Générale en termes de contribution au résultat global de la CDC et de respect de la trajectoire du résultat net, tout en observant les normes et dispositifs prudentiels d'ensemble et spécifiques aux métiers.

LE SYSTÈME D'INFORMATION

La sécurisation du système d'information a été finalisée avec :

- i) l'installation et la mise en fonctionnement de tous les logiciels et matériels de sécurité ;
- ii) la livraison d'une salle serveurs aux normes et ;
- iii) l'élaboration du manuel de procédures de sécurité, de sauvegarde et de récupération des données qui présente le plan de continuité des activités en intégrant un système de back-up virtuel permettant une reprise des activités en moins de 10 heures.

La rapidité du partage des informations entre services a été renforcée avec la finalisation de la messagerie interne. Sa mise en liaison avec l'internet aux fins d'une accessibilité des services en ligne sera opérationnelle avec la mise en ligne du site web de la CDC courant mai 2013.

Le déploiement des modules additionnels de Delta Bank s'est intensifié avec la montée en charge dans la maîtrise des activités par les opérationnels. Les modules bancaires ont été optimisés et tous les autres ont été mis en place sur les environnements de test et de production. Il s'agit des modules :

- **Front et Back office bancaire ;**
- **Paie ;**
- **Organisation et Formation ;**
- **Achats ;**
- **Titres ;**
- **Crédits ;**
- **Trésorerie ;**
- **Immobilisations.**

Des ajustements sur la plateforme de télé-compensation SYSTAC ont été entamés vers la fin de l'année 2012 en vue d'interfacer cet outil avec le progiciel Delta Bank. Le projet initié avec le prestataire BFI vise la suppression de la double saisie des opérations sur les deux applications et l'amélioration des délais de traitement de celles-ci.

LES RESSOURCES HUMAINES

Le recrutement du personnel s'est réalisé dans l'optique que les ressources humaines soient un levier de performance de la CDC.

Les profils, recrutés pour la plupart par l'intermédiaire d'un cabinet spécialisé, sont en adéquation avec les compétences requises sur les postes pourvus.

L'effectif cible atteint fin 2012 se caractérise par :

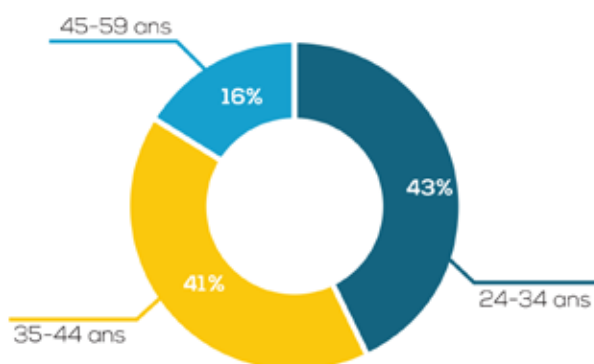
- i) un haut niveau de qualification (60% de cadres) facilitant une bonne maîtrise de la technicité des métiers ;
- ii) une relative jeunesse du personnel avec 66% des agents âgés de moins de 40 ans, favorisant ainsi le dynamisme de la structure, une prise de risque maîtrisée et une bonne réactivité ;

iii) et une égale répartition hommes-femmes.

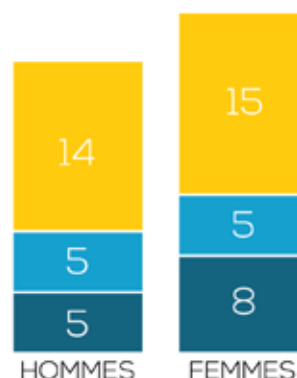
En matière de protection sociale, une couverture maladie de l'ensemble du personnel a été contractée avec Assureurs et Conseils Réunis (ACR).

Le leitmotiv de la gestion des ressources humaines est le renforcement de l'efficacité de leur emploi. A cet effet, un catalogue de formation visant à faciliter la détection de structures fiables offrant des prestations relevant des métiers de la CDC ainsi que ses fonctions supports, a été conçu. Il contient 18 structures de formation de références implantées au Gabon, en Afrique et en Europe. Ce catalogue sera régulièrement enrichi.

REPARTITION DES EFFECTIFS



REPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE



REPARTITION PAR GENRE

L'ensemble des formations reçues par le personnel sont présentées dans le graphique ci-après qui fait ressortir une exécution à hauteur de 75% du plan de formation arrêté en début d'année avec un ratio de l'effectif formé sur l'effectif total de 40%.

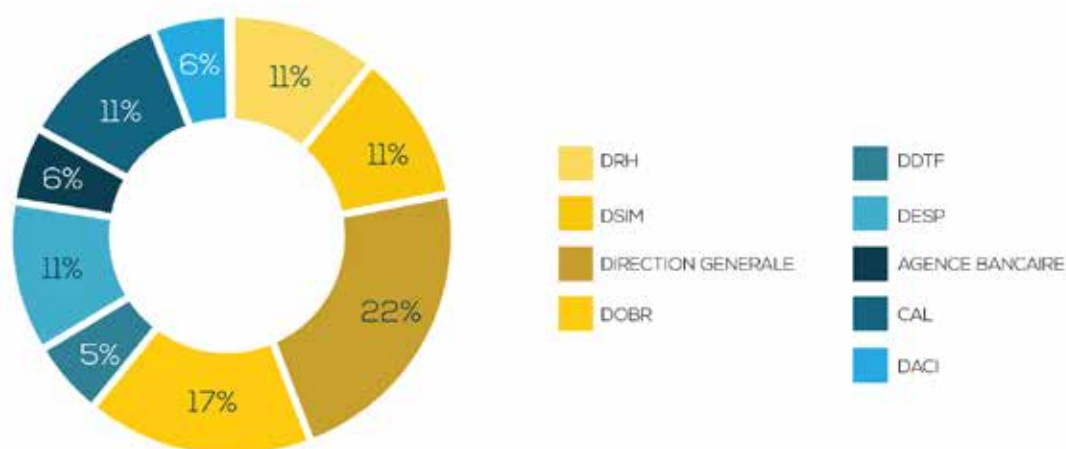
L'exécution de ce plan a respecté les priorités définies en termes d'opérationnalité de la CDC. En effet, le développement des compétences a privilégié la maîtrise du système d'information la gestion des risques et la mobilisation des ressources par une meilleure connaissance du métier de base de la CDC.

Afin de favoriser l'émulation du personnel et assurer l'atteinte des objectifs opérationnels, un outil d'évaluation du personnel a été mis en place dans l'optique d'opérer des ajustements dans l'emploi des compétences disponibles et favoriser la continuité dans les progrès réalisés par chaque collaborateur.

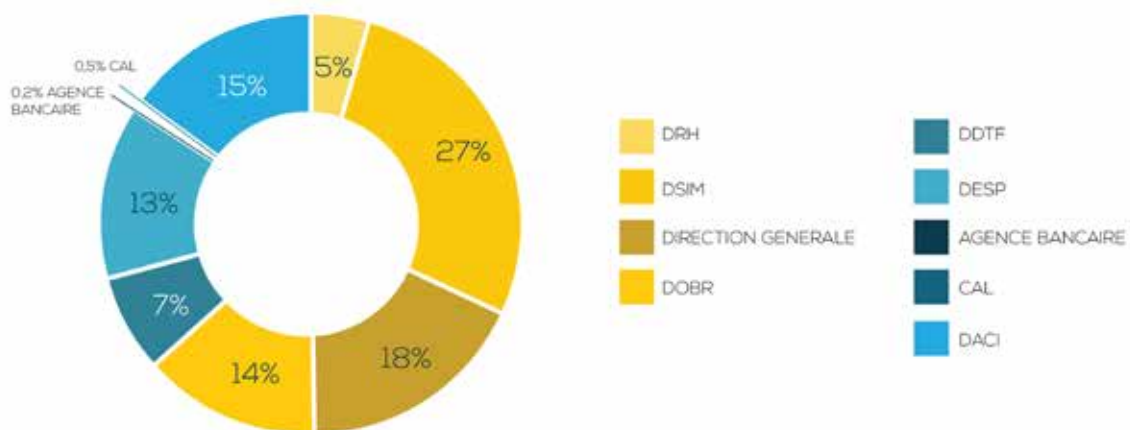
La grille d'évaluation contient un ensemble de critères permettant de porter une appréciation sur le rapport entre les missions et objectifs assignés à chaque agent et la réalité de l'activité de chacun. Elle constitue un instrument d'évaluation individuelle et collective dont le test à fin 2012 a été couronné de succès.

66% DES AGENTS ÂGÉS DE MOINS DE 40 ANS

ORIGINE DES EFFECTIFS FORMES



REPARTITION DES BUDGETS DE FORMATION



"UNE RELATIVE JEUNESSE DU PERSONNEL AVEC 66% DES AGENTS ÂGÉS DE MOINS DE 40 ANS, FAVORISANT AINSI LE DYNAMISME DE LA STRUCTURE, UNE PRISE DE RISQUE MAÎTRISÉE ET UNE BONNE RÉACTIVITÉ ; ET UNE ÉGALE RÉPARTITION HOMMES-FEMMES."

LA MOBILISATION DES RESSOURCES

Des efforts ont été déployés pour sensibiliser et domicilier la clientèle statutaire de la CDC, ainsi que pour séduire la clientèle facultative.

Le résultat à ce jour est relativement satisfaisant même si la volonté de circonscrire l'ensemble des cautionnements et consignations se heurte encore à divers obstacles. On note également des difficultés persistantes au sujet de l'efficacité du recouvrement du FNH, qui nécessite d'exercer des contrôles auprès des assujettis.

Concernant les ressources du FNH dont l'hébergement à la CDC a été décidé par le Gouvernement, on observe une régularité des transferts par le Trésor public des versements spontanés dont le niveau annuel moyen oscille autour de FCFA 6,5 milliards.

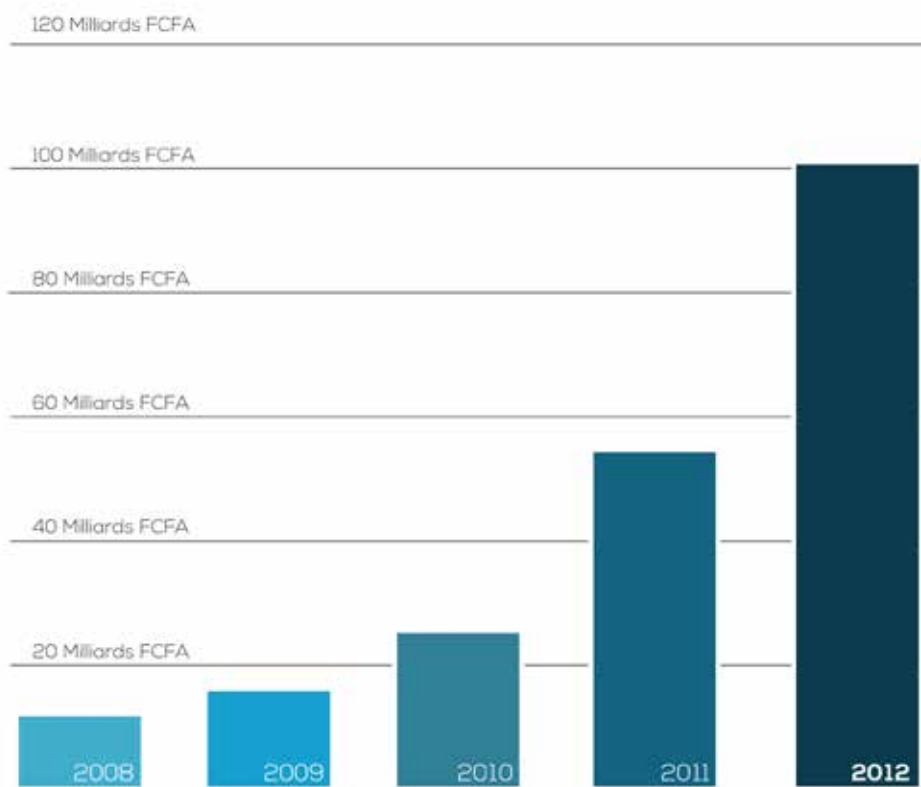
En effet, pour effectuer les contrôles auprès des assujettis, du bon acquittement ainsi que de l'exhaustivité des versements, la CDC se greffe

au programme des missions de contrôle fiscal de la Direction Générale des Impôts dont l'horizon d'analyse qui est caractérisé par la matière sociale dont relève le FNH.

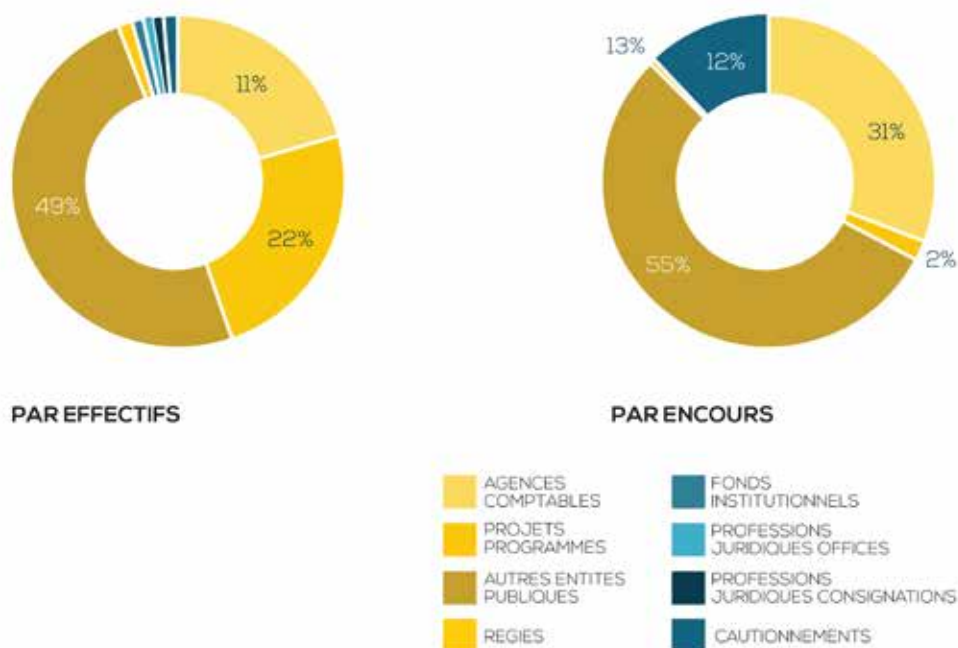
La domiciliation des comptes des institutionnels s'est d'abord réalisée mécaniquement par le transfert des comptes ACCD. Elle s'est ensuite intensifiée au fur et à mesure de l'impact des actions de communication visant à mieux informer sur les rôles et missions de la CDC, autant auprès de la clientèle concernée qu'auprès des banques commerciales où le rapatriement des fonds des organismes publics se poursuit.

L'évolution des soldes mensuels moyens des dépôts est établie dans le graphique ci-après qui permet de noter un élargissement considérable des volumes de dépôts sur la période 2010-2012.

STOCK ANNUEL MOYEN DES DEPÔTS



REPARTITIONS DES DEPÔTS

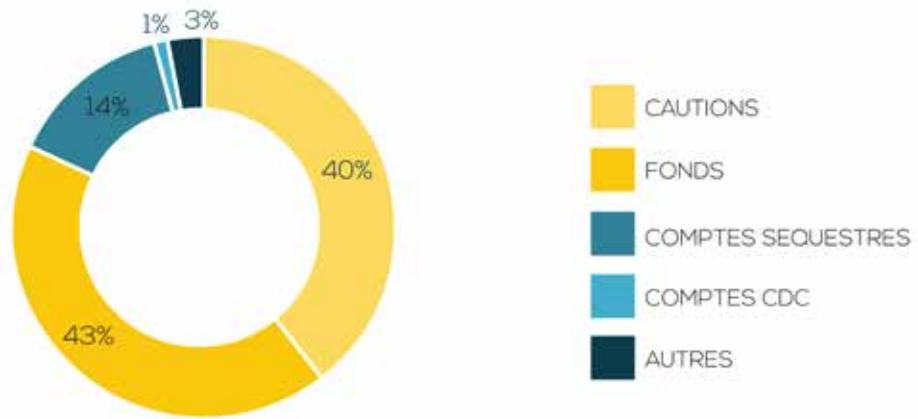


Il ressort du graphique ci-dessus qui présente les statistiques des dépôts à fin décembre 2012 de l'ensemble de la clientèle regroupée en 8 catégories selon le statut juridique, que le portefeuille de clients de la CDC est constitué de 344 comptes à prédominance des entités publiques.

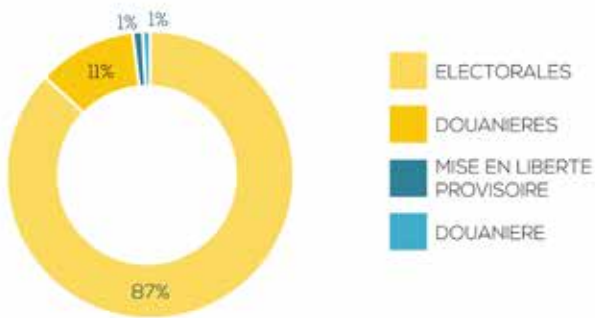
Au-delà de la clientèle Agences comptables, Projets/programmes et certaines entités publiques anciennement domiciliés à l'ACCD, tous les autres comptes relèvent de l'activité Cautionnement et Consignations qui procure aujourd'hui plus de FCFA 38,5 milliards de ressources réparties ainsi qu'il suit à fin décembre 2012.

Elle s'est caractérisée cette année par l'accueil d'une nouvelle ressource ; la caution douanière, et par une bonne exécution à près de 85%, du plan de mobilisation des ressources arrêté avec le Trésor public. A noter toutefois qu'en plus du reliquat sur les cautions, FCFA 2,65 milliards sont en attente de transfert par le Trésor.

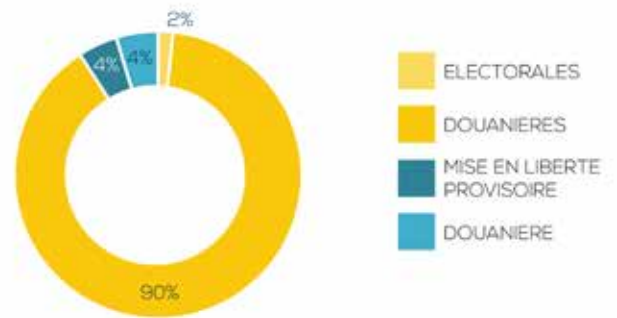
Par ailleurs, dans le cadre de la sensibilisation de la clientèle qui hésite encore à déposer ses fonds à la CDC, une vingtaine de visites ont été rendues à des Notaires, Avocats, Huissiers, Syndic judiciaires, etc., afin de mieux cerner leur besoin et leur présenter la gamme de produits et services adaptée à leur activité, élaborée par la CDC. Un outil de gestion informatique facilitant la prise en charge de ces prestations est d'ailleurs en cours de conception.



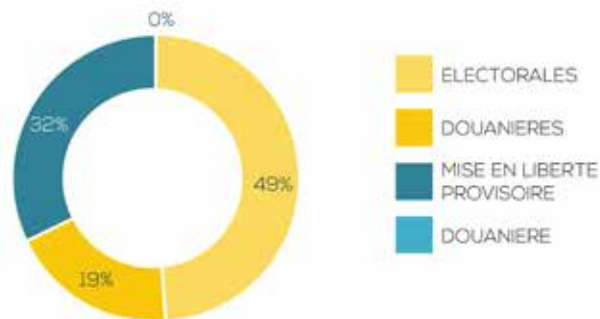
NATURE DES DÉPÔTS RÉGLEMENTÉS
DOBR



REPARTITION DU NOMBRE DE DOSSIER TRAITÉS
PAR TYPE DE CAUTIONNEMENT



REPARTITION DES SOMMES PERCUES
PAR TYPE DE CAUTIONNEMENT



REPARTITION DU NOMBRE DE REMBOURSEMENT
PAR TYPE DE CAUTIONNEMENT

LA DYNAMISATION DES RESSOURCES

LES PLACEMENTS EN DÉPÔTS À TERME

Limités uniquement à la Banque Gabonaise de Développement en 2011, les placements ont été élargis à d'autres structures bancaires de la place en 2012.

La CDC a ainsi considérablement développé l'encours des sommes placées, et élargi les typologies de placements effectués par l'adaptation des caractéristiques aux besoins des emprunteurs.

L'encours total des placements en dépôts à terme auprès de la BGD, Ecobank Gabon, Ecobank Centrafrique et Orabank a atteint la somme de FCFA 73,5 milliards au taux moyen de 5,09%. Le tableau ci-après illustre ces placements dont certains sont échus, ramenant les sommes placées à ce jour à des niveaux moins importants.

En attendant le lancement prochain des bons à souscription libre du Trésor, la CDC a octroyé des avances de trésorerie de maturité inférieure à

trois mois au Trésor public pour un montant cumulé de FCFA 45 milliards.

Un financement de FCFA 18 milliards sur 7 ans a également été accordé, à la demande des pouvoirs publics, au Fonds Routier pour la réalisation des voiries des villes de l'intérieur du pays.

En ce qui concerne les placements sur titres, la CDC a souscrit aux émissions obligataires de la République du Cameroun et celle du Tchad.

Les sommes de FCFA 1 et 2 milliards ont été investies respectivement dans les obligations tchadiennes au taux de 6% à échéance 2016 et dans les obligations camerounaises au taux de 5,60% à échéance 2015.

BANQUES	ENCOURS PLACEMENTS	TAUX MOYEN	MATURITÉ MOYENNE
BANQUE GABONAISE DE DÉVELOPPEMENT	46 815 305 198		
ECOBANK	11 500 000 000	5,09%	219 JOURS
ORABANK	10 150 000 000		
TOTAL	73 465 305 198		
DONT NON ÉCHUS (APPROX)	63 465 000 000		

LES PRISES DE PARTICIPATIONS

Compte tenu de la faiblesse des appareils statistiques nationaux et sous-régionaux à l'origine d'un accès relatif aux chiffres officiels de performance des entreprises, les opportunités d'affaires portant sur les prises de participations identifiées au cours de l'année 2012 attestent d'une veille permanente de la CDC dans la recherche d'opportunités.

LES AVOIRS EN PORTEFEUILLE

TABLEAU SYNOPSIS DES PARTICIPATIONS AU 31/12/2012
DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

EXPLOITATION ET VALORISATION DU BOIS

**SFM Gabon**Participation CDC
3,400,000Actions acquises
340Part du capital
34%% Portefeuille CDC
0,01%**Rougier Afrique International**Participation CDC
15,749,527,570Actions acquises
35,000Part du capital
35%% Portefeuille CDC
67%**Société de Mise en Valeur du Bois (SOMIVAB)**Participation CDC
239,773,600Actions acquises
8,800Part du capital
10,32%% Portefeuille CDC
1,02%**Grande Mayumba Development Company (GMDC)**Participation CDC
1,000,000Actions acquises
100Part du capital
10%% Portefeuille CDC
0%

EXPLOITATION MINIÈRE

**Ressources Golden Gram Gabon (REG)**Participation CDC
3,922,000,000Actions acquises
93,449Part du capital
25%% Portefeuille CDC
16,68%**Compagnie Minière de l'Ogoué (COMILOG)**Participation CDC
800,000,000Actions acquises
11,500Part du capital
0,5%% Portefeuille CDC
3,40%

AGROALIMENTAIRE

**Société Meunière et Avicole du Gabon (SMAG)**Participation CDC
600,000,000Actions acquises
20,771Part du capital
5,20%% Portefeuille CDC
2,55%

BANQUE ET ASSURANCE

**Banque de Développement du Gabon (BGD)**Participation CDC
2,140,595,072Actions acquises
434,374Part du capital
17,23%% Portefeuille CDC
9,11%

CONSTRUCTION ET PROMOTION IMMOBILIÈRE

**Société Nationale Immobilière (SNI)**Participation CDC
50,000,000Actions acquises
5,000Part du capital
4%% Portefeuille CDC
0,21%

LES PRISES DE PARTICIPATION EN COURS

Il importe de préciser qu'à la suite de leur examen en Comité d'investissement, trois prises de participation consacrant l'entrée au capital de la Nouvelle Raffinerie du Gabon, de la Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré), et de NOVEC Gabon ont obtenues l'accord du Conseil de Surveillance et devraient être finalisées dans les prochaines semaines.

En revanche, les prises de participation dans Héli-Union Gabon et la société PFM font

actuellement l'objet d'analyses complémentaires permettant de mieux en apprécier les risques et les rendements.

Le tableau ci-après récapitule les différents paramètres de la demi-douzaine de prises de participation envisagées en 2012, dont les enjeux sont situés par la suite.

SECTEUR D'ACTIVITÉ	NOM DE L'ENTREPRISE	TAUX DE PARTICIPATION	COÛT DE L'OPÉRATION (En F CFA)
INDUSTRIE	NOUVELLE RAFFINERIE	5%	10.950.000.000
SERVICE D'ASSURANCE	SCG-RÉ	10%	1.000.000.000
SERVICE D'INGÉNIERIE	NOVEC GABON	40%	12.000.000
VALORISATION DU BOIS	SOCIÉTÉ PFM	15%	950.000.000
SERVICES HÉLIPORTÉS	HÉLI-UNION GABON	35%	1.800.000.000

Nouvelle Raffinerie

La CDC détiendra bientôt 5% du capital d'une nouvelle raffinerie dont le projet de construction intervient au moment où la SOGARA est à bout de souffle. La nouvelle usine, développée en partenariat public-privé avec la société SAMSUNG C&T, vise avant tout le maintien de l'indépendance énergétique du Gabon.

Ils'agit d'un projet hautement stratégique qui a pour autres finalités une meilleure maîtrise de la politique de régulation des prix par l'éviction de l'exposition des consommateurs nationaux de produits pétroliers aux prix internationaux, et une réduction du déficit en produits pétroliers par les exportations à destination des marchés de la côte Atlantique Africaine (Afrique de l'Ouest et du Centre), voire de l'Europe.

Par ailleurs, cette prise de participation permettrait l'entrée de la CDC dans un secteur à hauts rendements, où le nouvel opérateur devrait évoluer en situation de monopole dans un pays présentant encore un important potentiel de développement pétrolier et gazier.

La nouvelle raffinerie disposera d'un circuit d'approvisionnement sûr, tout en étant faiblement concurrencée au niveau de la commercialisation vers les marchés régionaux, préjugant de niveaux de profitabilité appréciables.

Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré)

C'est à l'occasion de sa recapitalisation autour d'un pôle d'actionnaires nationaux et d'un réassureur africain de référence, et ce dans le but de se conformer aux nouvelles dispositions de la Conférence Interministérielle des Marchés d'Assurance (CIMA) que la SCG-Ré a validé la proposition d'entrer au capital faite par la CDC.

Conformément au plan d'étapes établi par la SCG-Ré, c'est en 2015 que devraient être entièrement libérés les fonds engagés au titre de cette augmentation de capital. A cet horizon, la CDC sera présente à hauteur de 10% au capital de cette entreprise.

Par son entrée au capital de ce réassureur, dont l'activité a été lancée en 2011 et qui est pionnier dans ce secteur au niveau national, la CDC vise à faire disposer à la SCG-Ré des moyens lui permettant de susciter plus de dynamisme et d'innovation dans le secteur de l'assurance, pour peu que le principe de la réassurance joue pleinement et se traduise par une baisse de la frilosité des assureurs.

On devrait également assister en principe à l'avènement de nouveaux acteurs privés locaux de la réassurance et de courtiers en réassurance, ainsi qu'à la mise en place de nouveaux produits d'assurance aux conditions plus souples, conséquence de l'accroissement des typologies de risques couverts.

NOVEC Gabon

NOVEC Gabon SA, joint-venture détenue à 40% par la CDC et à 60% par Novec a été créée dans le souci de favoriser le développement d'une expertise nouvelle en matière de développement territorial, et d'accroître les capacités locales d'exécution face aux ambitieux et nombreux programmes d'infrastructures initiés par le Gouvernement.

Cette création fait suite à l'accord conclu le 20 octobre 2011 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Novec, filiale de la CDG Développement (elle-même filiale de la Caisse de Dépôt et Gestion du Maroc), pour un partenariat visant à contribuer au développement de l'ingénierie d'excellence au Gabon.

La nouvelle société prendra la forme d'un bureau d'études, de conseil et d'ingénierie avec un périmètre d'intervention couvrant le Gabon et la sous-région d'Afrique centrale. Ses objectifs seront d'assurer un appui au développement de l'ingénierie gabonaise par le transfert de savoir faire de Novec ; et d'acquérir et développer une part de marché dans divers métiers de l'ingénierie (énergie, infrastructures physiques, agriculture, etc.).

Cette opération consacre l'entrée de la CDC dans un segment novateur du secteur des Services à hauts rendements et offrant de réelles opportunités d'emploi pour les demandeurs d'emplois présentant des qualifications élevées.

Par ailleurs, NOVEC Gabon SA devrait constituer pour la CDC un partenaire d'expérience, disposant de toute l'expertise

pour l'aider à assurer plus activement et plus sûrement son rôle d'aménageur des territoires.

Héli-Union Gabon

A la faveur de la mise en application de la nouvelle réglementation gabonaise (NRG) fixant les modalités de création d'entreprise de transport aérien, le Groupe Héli-Union a profondément restructuré son activité au Gabon sur les plans opérationnel et juridique. C'est ainsi qu'il a été préalablement procédé à une augmentation du capital social de la société Héli-Gabon, succursale devenue filiale gabonaise du Groupe, qui est passé de FCFA 30 millions à FCFA 402,5 millions.

Il a ensuite été procédé à la création d'une société de droit gabonais, Héli-Union Gabon, dont le capital sera désormais majoritairement détenu par des personnes physiques ou morales gabonaises selon la NRG. C'est à cette occasion que les pouvoirs publics ont décidé de l'entrée au capital de l'Etat via la CDC à hauteur de 35%.

Cette prise de participations consacrera l'entrée de la CDC dans un secteur stratégique, dont l'exploitation requiert de disposer d'un triple agrément des autorités aériennes (Agence Nationale pour l'Aviation Civile), des clients pétroliers très exigeants sur les conditions de sécurité et qui audient par conséquent la société, et des fournisseurs fabricants d'hélicoptères, qui réalisent également des audits afin d'autoriser la société à effectuer des opérations de maintenance sur les turbines et les appareils fabriqués par leurs soins.

Enfin, Héli-Union Gabon devrait favoriser le développement d'une expertise gabonaise très spécifique et peu courante sur le marché international du travail, à travers un programme de formation de mécaniciens et de pilotes pris parmi les jeunes ayant effectuées des études supérieures pointues, contribuant ainsi à la création d'emplois.

La CDC encouragerait et participerait ainsi à l'exploitation des perspectives prometteuses dont augure ce secteur pour les prochaines années, en termes de nouveaux projets pétroliers pour les clients en portefeuille, et d'arrivées de nouveaux pétroliers avec l'attribution de 42 blocs en off-shore profond.

Société Gabonaise des Plantations Forestières de la Mvoum.

Dans son rôle d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques, la CDC doit entrer prochainement au capital de la société PFM avec laquelle l'État a signé un contrat de bail emphytéotique, en vue de relancer le programme de reboisement au Gabon et soutenir la politique d'industrialisation de la filière bois.

PFM est une filiale de LIGNAFRICA, qui est elle-même une joint-venture créée entre le Groupe ROUGIER et Forêt Ressources Management (FRM). Le partenariat public-privé qui est mis en place avec la CDC et qui se traduit par l'entrée au capital de PFM à hauteur de 15% concerne plus précisément le projet de rénovation et de développement du Périmètre de Reboisement de la Mvoum (39.000 ha). Il se fixe comme objectifs de :

- Protéger et entretenir les anciennes plantations d'Okoumé jusqu'à leur exploitation finale d'ici 20 ans ;
- Étendre les surfaces libérées par l'exploitation des anciennes plantations à des surfaces de forêts secondaires dégradées et y replanter des essences de bois d'œuvre, et des essences à croissance rapide ;
- Protéger les zones de forêt naturelle incluses dans le PRM, lutter contre l'érosion des sols, la restauration des terrains dégradés et la préservation de la ressource en eau.



STOCK DE TRAVERSES ISSUS DE L'USINE DE FABRICATION DE LA SOMIVAB

LES INVESTISSEMENTS RÉELS ET LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Le patrimoine foncier de la CDC s'est accru avec l'acquisition, pour un coût de FCFA 3,3 milliards, d'un terrain de 14 hectares situé à MINDOUBE. Cette acquisition rentre dans le cadre de la stratégie de la CDC visant à accumuler du foncier urbain et rural, facteur stratégique dans l'accomplissement de son métier d'aménageur et de développeur des territoires. Il est prévu d'y édifier des immeubles de bureaux et d'habitations.

Le projet Nomba Domaine de construction d'une unité de voisinage intégrant les principaux équipements nécessaires à une vie en communauté, un lotissement pavillonnaire de près de 260 logements et une Marina sur l'assiette foncière de 25 hectares acquise à Pont Nomba a connu d'importantes avancées.

Les principales étapes préalables au démarrage physique du projet ont été accomplies. La situation du projet à fin 2012 se présente ainsi qu'il suit :

Au terme de l'appel à manifestation d'intérêt qui a nécessité le découpage du projet global en dix-neuf (19) lots conformément à la déclinaison du programme architectural, le dossier de consultation des entreprises a été envoyé à une soixantaine d'entreprises sur les 120 sociétés ayant répondues à l'AMI. Le dépouillement des offres devrait intervenir courant février 2013 et donner lieu à l'attribution des lots.

OPÉRATIONS	ÉTAT D'AVANCEMENT
NETTOYAGE ET DÉBLAIEMENT DU SITE (PAR MIKA SERVICES)	TERMINÉE EN 2011
NOTE D'ORGANISATION GÉNÉRALE DE PROJET	TERMINÉE
CONSULTATION DE LA MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA NOTE DE FAISABILITÉ DU PROJET	TERMINÉE
PRÉ CONSOLIDATION DU PROGRAMME ARCHITECTURAL	TERMINÉE EN MAI 2012
SIGNATURE DU CONTRAT DE MAITRISE D'ŒUVRE ET RÉGLEMENT DES DEUX PREMIERS TERMES D'HONORAIRES	TERMINÉE EN AOÛT 2012
DÉPLACEMENT DE LA LIGNE HAUTE TENSION	TERMINÉE
ETUDES TOPOGRAPHIQUES D'ÉTAT DES LIEUX	TERMINÉE EN JUILLET 2012
ETUDES GÉOTECHNIQUES	TERMINÉE EN OCTOBRE 2012
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL	TERMINÉE EN OCTOBRE 2012
ETUDES APS POUR LES TERRASSEMENTS GÉNÉRAUX ET VRD	TERMINÉE
ETUDES APD POUR LES TERRASSEMENTS GÉNÉRAUX ET VRD	EN COURS
APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (AMI)	DU 20/11 AU 14/12/2012



PROJET DE REALISATION D'UN LOTISSEMENT SIS AU PONT NOMBA
aperçu 3D du projet

NOTORIÉTÉ ET RÉPUTATION

La CDC s'est donnée parmi ses objectifs stratégiques, de valoriser l'image de la marque CDC. L'institution communique de façon concise sur les efforts qui sont déployés pour assurer la sécurité de ses opérations et des fonds qui lui sont confiés, et pour bâtir une image pérenne de tiers de confiance et d'investisseur de long terme.

C'est dans cette optique que l'institution a mené des actions marketing pour asseoir sa relation avec l'ensemble de sa clientèle institutionnelle et privée. De plus, des insertions publicitaires et des publi-reportages ont été faits dans des revues spécialisées.

2012 a aussi été l'année du choix de la signature de la CDC dont l'évocation «le partenaire économique de long terme», vise à rappeler et confirmer le caractère stratégique de ses interventions ainsi que l'horizon et la fiabilité de la relation qu'elle souhaite tisser avec l'ensemble de ses partenaires.

A la suite de cela, la marque «Caisse des Dépôts et Consignations», dont la charte graphique permettant de fixer son image venait également d'être adoptée, a été déposée et enregistrée auprès de l'Organisation Africaine pour la Propriété Intellectuelle(OAPI).

Pour l'heure, la CDC jouit d'une réputation honorable en tant qu'établissement financier des institutions et services publics disposant de l'autonomie de gestion financière, acteur le plus dynamique du secteur financier public, investisseur courageux et séquestre de bonne foi. Le fonctionnement régulier de l'ensemble des organes de la CDC malgré sa jeunesse relative, lui confère l'image rassurante d'une jeune institution stable.



COOPERATION BILATERALE AVEC LA CAISSE DE DEPÔT ET GESTION DU MAROC

de gauche à droite

Alain DITONA MOUSSAVOU, Directeur Général CDC

Anas HOUIR ALAMI, Directeur Général CDG Maroc

COOPÉRATION ET PARTENARIATS

Dans le cadre des rencontres avec les autres acteurs locaux relevant de la sphère financière, et dans la perspective de mettre en place une dynamique de partenariats porteurs, la Direction Générale de la CDC a rencontré le Représentant Résident de la BAD et le Directeur Général d'Ecobank.

Les rencontres au niveau exécutif ont été prolongées par des discussions entre opérationnels afin de mieux cerner les domaines de collaboration possibles. C'est ainsi qu'en plus des possibilités de placement en DAT convenues avec Ecobank, un accord devrait intervenir bientôt visant à externaliser le paiement des bourses à l'étranger dont la CDC assume la responsabilité.

Les discussions se poursuivent avec la BAD pour définir une forme de partenariat qui devrait inclure des actions de formation et de renforcement des capacités.

Sur instructions du Directeur Général, d'autres rencontres ont été organisées avec la Chambre de Commerce du Gabon et Promogabon, afin de mettre en place une plateforme d'échanges et de partage d'informations dans l'optique d'apporter un soutien harmonisé et efficace aux entreprises.

De même, en vue d'asseoir son métier d'aménageur et de développeur des villes et des territoires, la CDC a pris part à l'Assemblée Générale de l'Association des communes du Gabon qui s'est tenue à Koula-Moutou du 22 au 26 octobre 2012.

Des contacts ont également été noués avec les Services compétents du Ministère de l'Intérieur, tutelle des Collectivités locales en vue d'une mutualisation des actions en faveur de ces dernières.

Dans le cadre de sa collaboration bilatérale avec les autres caisses des Dépôts, le Directeur Général, accompagné de quelques collaborateurs, a effectué des visites de travail à la CDC Sénégal, à la CDG Maroc et à la CDC France. Ces premiers contacts ont permis d'envoyer cinq (5) agents de la CDC en séjour d'immersion à la CDG Maroc et à la CDC France.

Dans le même sens, un agent de la CDC a séjourné pendant une dizaine de jours à la Caisse de Dépôt et Placement du Québec.

Toutes ces initiatives, y compris celle plus large du Forum des Caisses, visent la diffusion du modèle de Caisses de Dépôt, et le partage de l'expertise et de l'expérience en faveur du développement des Caisses de création récente.

En qualité de membre du Forum des Caisses de Dépôt, la CDC a pris une part active à la réunion qui s'est tenue à Paris, où elle a été désignée pour présenter les projets majeurs dans lesquels elle est engagée. C'était l'occasion pour la Direction Générale de situer les enjeux et les avancées du projet Nomba Domaine.

Sur invitation de la Caisse de Dépôt et Gestion du Maroc, la CDC a participé au colloque organisé à Skhirat au Maroc sur "l'extension de la protection sociale au Maroc et dans le monde". Le compte-rendu de cette mission à la tutelle a permis à la Direction Générale de la CDC de renouveler son plaidoyer sur la réforme du système de retraites au Gabon avec en arrière-plan, le rôle que la CDC doit pouvoir jouer en la matière.

L'assistance et le transfert d'expérience en faveur de notre jeune institution se sont aussi étendus à l'organe de gouvernance. En effet, une délégation de cinq membres du Conseil de Surveillance, menée par son Président a été reçue par la Commission de Surveillance de la CDG du Maroc, à Rabat.

Enfin, dans le cadre de la formation et de la détection de jeunes diplômés à fort potentiel, plusieurs partenariats de parrainage sont envisagés avec les établissements supérieurs postuniversitaires, en vue de recevoir dans les services de la CDC, des stagiaires de niveau supérieur ou égal au Master 2. Une première rencontre a d'ores et déjà eu lieu avec la Direction de l'Institut National de Sciences de Gestion.

SITUATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

CHIFFRES CLÉS

BILAN	MONTANTS
TOTAL BILAN	257 730 152 762
FONDS PROPRES	27 884 556 715
ACTIFS IMMOBILISES	46 334 926 368
COMPTE DE RESULTAT	MONTANTS
RESULTAT NET	1 609 094 939
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 288 431 027
RESULTAT FINANCIER	4 202 010 116
STRUCTURE DE DEPOTS	MONTANTS
DEPOT A VUE	92 274 677 453
FONDS INSTITUTIONNELS	10 088 054 533
FONDS CONSIGNES	15 260 336 708
DEPOTS PROFESSIONS JURIDIQUES	5 228 896 982
STRUCTURE DES PORTEFEUILLES	MONTANTS
OBLIGATIONS ET PLACEMENTS	113 747 000 000
PARTICIPATIONS	23 506 296 242
FINANCEMENT ET DEVELOPPEMENT	16 518 000 000

BILAN AU 31/12/2012

BILAN ACTIF (NET)

ACTIF IMMOBILISÉ	46 334 926 368
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	367 341 335
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 671 006 373
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	40 296 578 660
ACTIF CIRCULANT	93 501 346 092
AUTRES CRÉANCES (SUSPENS BANCAIRES)	93 501 346 092
TRÉSORERIE	117 846 092 720
PLACEMENTS	101 865 305 198
DISPONIBILITÉS	15 980 787 522
ECART DE CONVERSION ACTIF	47 787 582
TOTAL ACTIF	257 730 152 762

BILAN PASSIF

CAPITAUX PERMANENTS	27 913 104 297
CAPITAL / DOTATION INITIALE	10 000 000 000
REPORT À NOUVEAU	1 910 884 850
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 609 094 939
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	843 516 618
AUTRES FONDS PROPRES	13 521 060 308
PROVISIONS FINANCIÈRES	28 547 582
PASSIF CIRCULANT	229 797 790 431
DÉPÔTS CLIENTÈLE	117 809 688 679
FOURNISSEURS	382 147 986
ETAT / ORGANISME SOCIAUX	136 781 076
AUTRES DETTES	111 469 172 690
TRÉSORERIE - PASSIF	18 034
ECART DE CONVERSION PASSIF	19 240 000
TOTAL PASSIF	257 730 152 762

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2012

COMPTE DE RESULTAT

TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1 572 237 861
TRAVAUX ET SERVICES VENDUS	201 166 603
SUBVENTION D'EXPLOITATION	S 657 629
AUTRES PRODUITS	125 361 051
REPRISES AMORT/PROV	774 052 578
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	- 4 860 668 888
FRAIS GÉNÉRAUX	- 2 359 864 821
CHARGES DU PERSONNEL	- 1 741 755 502
DOTATIONS AMORT/PROV	- 759 048 565
VALEUR AJOUTÉE	- 1 561 679 538
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	- 3 303 435 040
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	- 3 288 431 027
RÉSULTAT FINANCIER	4 202 010 116
PRODUITS FINANCIERS	4 399 817 006
CHARGES FINANCIÈRES	- 197 806 890
RÉSULTAT ACTIVITÉS ORDINAIRES	913 579 089
RÉSULTAT HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES	695 515 850
RÉSULTAT NET	1 609 094 939

EMPLOI DES RESSOURCES / ETAT DE LA VALEUR AJOUTÉE

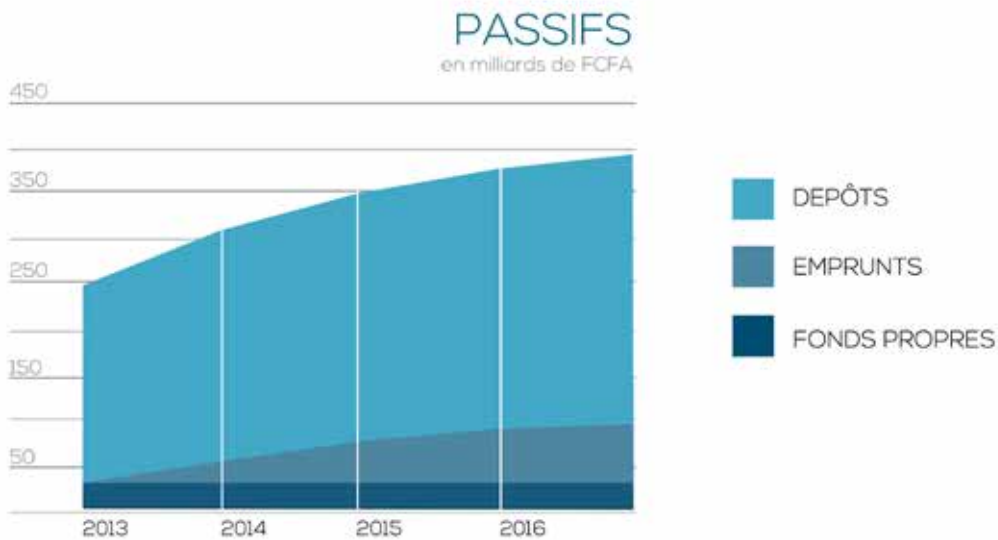
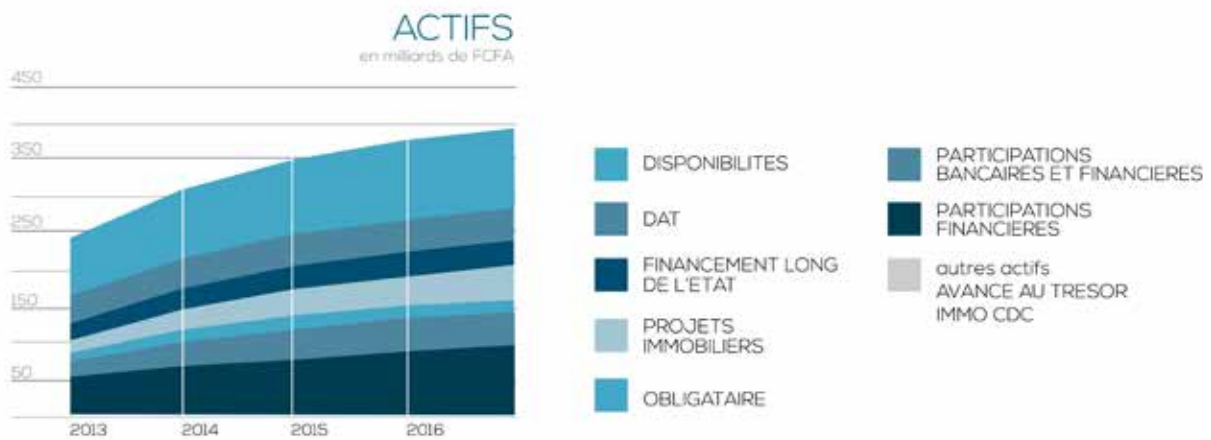
Faire la démonstration de sa valeur ajoutée est une orientation stratégique de la CDC. A ce titre, la CDC se doit d'employer les ressources dont elle dispose de la meilleure façon pour maximiser la production de sa valeur ajoutée.

A fin 2012, l'état d'emploi à l'actif des ressources de la CDC est synthétisé dans le tableau ci-dessous.

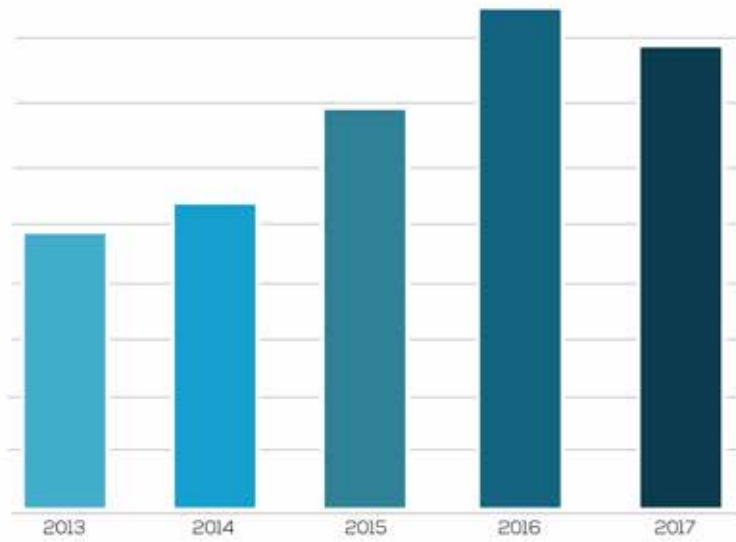
PERIODE	FIN 2012
ACTIF	139 187
TAUX %	2,48%
FLUX - RESULTAT	273
FP CONSOMMES	46%
MONETAIRE / INTERBANCAIRE	86 418
TAUX %	2,48 %
FLUX	338
FP CONSOMMES	3 794
INTERMEDIATION	22 723
TAUX %	4,55 %
FLUX	86
FP CONSOMMES	2 464
TITRES ET FONDS PROPRES	30 046
TAUX %	0,93 %
FLUX	137
FP CONSOMMES	3 940
HORS BILAN	-
TAUX %	0,00 %
FLUX	-
FP CONSOMMES	-
PASSIF	172 750
TAUX %	0,13%
FLUX - RESULTAT	19
MONETAIRE / INTERBANCAIRE	-
TAUX %	0 %
FLUX	-
INTERMEDIATION	150 412
TAUX %	0,15 %
FLUX	0
TITRES ET FONDS PROPRES	22 338
Résultat intégré	78
TAUX %	0 %
FLUX	-
HORS BILAN	-
TAUX %	0 %
FLUX	-
GAP EN CAPITAL	33 485
RESULTATS FINANCIERS	269
Charges et Produits non financiers	313
Dotations	34
Total Résultat / VAN	78
Coefficient d'actualisation	1,00
Taux de clôture	3,00%
Opportunités / Coût	140
Plus-Values latentes	39
CLÔTURE : PNB TOTAL	33 485
MONTANTS ADOSSÉS	139 187
MARGE ADOSSÉE	2,35%
PNB ADOSSÉ	273
GAP	33485
TAUX DE GAP	0,13%
PNB NON ADOSSÉ	4

ANALYSE DES RÉSULTATS ET PERSPECTIVES

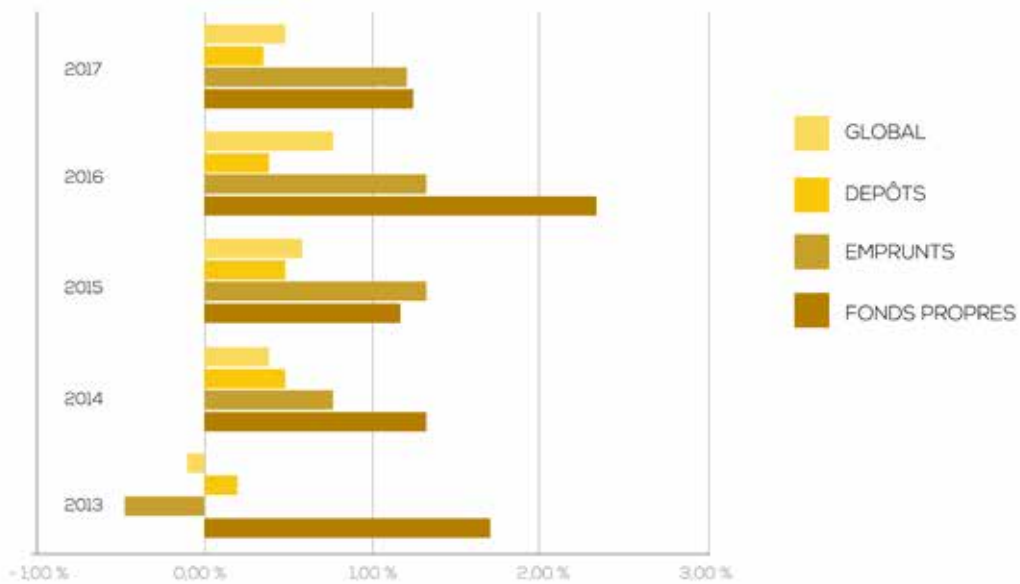
EVOLUTION CIBLE DU BILAN PAR POSTE



TRAJECTOIRE DES RESULTATS



EVOLUTION DE LA MARGE OPTIMISEE PAR CANTON



CONCLUSION

Les activités de la Caisse des Dépôts et Consignations dans la période 2011-2012 font ressortir une volonté forte d'animation des services, autant en ce qui concerne les fonctions supports que dans l'accomplissement des métiers actuellement pris en charge.

Les fonctions supports ont intensifié et finalisé, dans la plupart des cas, les chantiers de mise en place des cadres technique et opérationnel des activités. Les métiers, quant à eux, se sont attachés à remplir leurs missions, autant pour ce qui est de la mobilisation des ressources que pour leur emploi, dans un environnement où la philosophie de l'intervention d'une Caisse de Dépôt peine encore à s'imposer tous les esprits, et où la faiblesse des transactions au sein de la BVMAC et la relative opacité des chiffres sur la santé financière des entreprises offrent peu d'opportunités d'affaires.

Les efforts accomplis par le Gouvernement en matière d'amélioration du climat des affaires, d'avènement de nouvelles réglementations et d'incitations sectorielles diverses tardent encore à produire leur plein effet sur le secteur productif, si ce n'est sur quelques filières comme celle de la valorisation du bois.

Pour jouer son rôle d'investisseur de long terme, la CDC attend de ces réformes au minimum, l'arrivée massive d'investisseurs étrangers et un plus grand optimisme des opérateurs nationaux, susceptible de donner lieu à des projets de développement ambitieux et porteurs dans lesquels l'institution serait à même de s'engager dans le cadre de partenariat public-privé.

Les prises de participations en cours de finalisation obéissent, pour la plupart, à cette logique d'intervention.

Enfin et en vue d'affirmer son rôle d'appui aux politiques publiques de l'Etat et des Collectivités locales, la CDC va accélérer la mise en œuvre du projet Nomba Domaine afin de coller au chronogramme initial, et donner une dimension stratégique à la démarche actuelle de constitution d'un patrimoine foncier et d'une expertise en ingénierie comme éléments de base du métier d'aménageur et de développeur territorial.

ANNEXE 1 : RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Deloitte.

Deloitte Touche Tohmatsu
Immeuble 2AG
BP 4660
Libreville
Gabon
NIF : 793742 T
Tel: +241 77 21 43 - 77 21 42
Fax: + 241 74 41 92 -76 08 27
www.deloitte.com

**CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
CDC**

Etablissement Public avec Conseil d'Administration
BP 8820
LIBREVILLE

**RAPPORT GENERAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Etats financiers annuels

1^{er} exercice de 22 mois clos le 31 décembre 2012

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), nous vous présentons notre rapport relatif au 1^{er} exercice de 22 mois clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la CDC établis en FCFA, tels qu'ils sont joints au présent rapport et faisant ressortir des capitaux propres de FCFA 27.884 millions, y compris un résultat bénéficiaire pour son premier exercice de 22 mois clos au 31 décembre 2012, s'élevant à FCFA 1 609 millions;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 17 mai 2013. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états.

1. OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables au Gabon, dans le cadre des dispositions des articles 710 et suivants de l'Acte Uniforme Ohada relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE et de l'Acte CEMAC 11/01 du 5 décembre 2001.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Deloitte.

Nous devons formuler la réserve suivante :

- ***Suspens bancaires et comptes d'attente à régulariser au 31 décembre 2012***

Conformément aux traités de transfert signés en date du 18 février 2011, la CDC a repris la balance générale des comptes de l'ACCD arrêtée le 18 février 2011, intégrant notamment :

- Le compte bancaire « nostro » domicilié à la BEAC sous le n° 5601000000-25;
- Les comptes d'attente et de passage relatifs aux opérations de compensation et autres écritures liées au compte BEAC ci-dessus.

Une analyse des suspens bancaires sur le compte BEAC a été engagée depuis le début de l'exercice 2012 par les services comptables et financiers de la CDC, afin d'identifier et de régulariser les opérations comptables ayant généré ces suspens, relatifs à la période antérieure aux apports de l'ACCD à la CDC en date du 18 février 2011.

Une première partie des écritures (« régularisations partielles ») a été comptabilisée en date du 18 février 2011, relativement aux régularisations identifiées sur les comptes d'attente, avec un impact en contrepartie sur le compte bancaire BEAC.

Les services financiers et comptables de la CDC ont décidé d'isoler au 31 décembre 2012 au débit d'un compte d'attente : « 4666100000-15 Ecart de comptabilisation ACCD », le montant de FCFA 11.246 millions imputable aux suspens hérités de l'activité de l'ex-ACCD, afin de pouvoir établir un rapprochement bancaire au 31 décembre 2012 entre le solde bancaire BEAC et le solde du compte BEAC chez la CDC (compte « nostro » suivi dans Deltabank).

A la date du présent rapport, les analyses de cet écart résiduel de FCFA 11.246 millions sont toujours en cours et doivent se poursuivre sur l'exercice 2013, avec l'assistance d'une « task force » dédiée mise en place par la CDC, afin de :

- Analyser, justifier et proposer les apurements comptables nécessaires pour régulariser les suspens restant à dénouer au 31 décembre 2012 ;
- Suivre la bonne comptabilisation sur 2013 des écritures de régularisation identifiées à fin 2012 et restant à apurer sur 2013.

Par conséquent et compte tenu de la situation décrite ci-dessus, l'impact éventuel des régularisations comptables restant à effectuer sur les suspens bancaires et les comptes d'attente, sera traduit dans les états financiers annuels de l'exercice 2013.

Sous la réserve ci-dessus formulée, relative aux suspens bancaires et aux comptes d'attente à régulariser, nous certifions que les états financiers annuels, établis selon les principes comptables de l'Acte Uniforme OHADA portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la CDC à la fin de son 1^{er} exercice de 22 mois clos au 31 décembre 2012.

Deloitte.

ORIGINAL

2. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables au Gabon, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Libreville, le 20 mai 2013

Le Commissaire aux comptes

Deloitte Touche Tohmatsu



Nicolas Balesme
Associé – Expert-comptable agréé Cémac

ANNEXE 2 : ÉTATS FINANCIERS

BILAN

Désignation de l'entreprise _____
 Adresse _____ BP: 8520 - Libreville
 N° Contribuable 793485 N Exercice clos le 31-12-2012 Durée (en mois) 22

A - BILAN

Réf.	ACTIF	Exercice N			Exercice N - 1
		Brut	Amort./Prov.	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISÉ (I)				
AA	Charges immobilisées				
AX	Frais d'établissement				
AY	Charges à répartir				
AC	Primes de remboursement des obligations				
AD	Immobilisations incorporelles	605 025 747	237 684 412	367 341 335	
AE	Frais de recherche et de développement				
AF	Brevets, licences, logiciels	605 025 747	237 684 412	367 341 335	
AG	Fonds commercial				
AH	Autres immobilisations incorporelles				
AI	Immobilisations corporelles	6 034 682 816	363 677 443	5 671 005 373	
AJ	Terrains	4 164 210 000		4 164 210 000	
AK	Bâtiments	663 127 966		663 127 966	
AL	Installations et agencements	519 475 501	115 877 171	403 598 330	
AM	Matériel	412 139 641	136 699 222	275 440 619	
AN	Matériel de transport	275 730 508	111 101 059	164 629 458	
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations				
AQ	Immobilisations financières	40 296 578 660		40 296 578 660	
AR	Titres de participation	23 506 296 242		23 506 296 242	
AS	Autres immobilisations financières	16 790 282 418		16 790 282 418	
AW	(I) dent H.A.O. : Brut Net				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	46 936 288 223	601 361 855	46 334 926 368	
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H.A.O.				
BB	Stocks				
BC	Marchandises				
BD	Matières premières et autres approvisionnements				
BE	En-cours				
BF	Produits fabriqués				
BG	Créances et emplois assimilés	94 752 254 992	1 250 908 900	93 501 346 092	
BH	Fournisseurs, avances versés				
BI	Clients				
BJ	Autres créances	94 752 254 992	1 250 908 900	93 501 346 092	
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	94 752 254 992	1 250 908 900	93 501 346 092	
	TRESORERIE-ACTIF				
BQ	Titres de placement	101 865 305 198		101 865 305 198	
BR	Valeurs à encaisser				
BS	Banques, chèques postaux, caisse	15 980 787 522		15 980 787 522	
BT	TOTAL TRESORERIE - ACTIF (III)	117 846 092 720		117 846 092 720	
BU	Ecart de conversion-Actif(IV) (perte probable de change)	47 787 582		47 787 582	
BZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	259 582 423 517	1 852 270 755	257 730 152 762	

Désignation de l'entreprise

Adresse

N° contribuable

		BP: 8820 - Libreville
793485 N	Exercice clos le	31-12- 2012
		Durée (en mois) 22

A - BILAN

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N - 1
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
CA	Capital	10 000 000 000	
CB	Actionnaires capital non appelé		
CC	Primes et Réserves	3 519 979 789	
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion		
CE	Ecart de réévaluation		
CF	Réserves indisponibles		
CG	Réserves libres		
CH	Report à nouveau	1 910 884 850	
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	1 609 094 939	
CK	Autres capitaux propres	14 264 576 926	
CL	Subventions d'investissement	843 516 618	
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés	13 521 060 308	
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	27 884 556 715	
	DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (A)		
DA	Emprunts		
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC	Dettes financières diverses		
DD	Provisions financières pour risques et charges	28 547 582	
DE	(A) dont H.A.O. :		
DF	TOTAL DETTES FINANCIÈRES (II)	28 547 582	
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	27 913 184 297	
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.		
DI	Clients, avances reçues	117 809 688 679	
DJ	Fournisseurs d'exploitation	382 147 986	
DK	Dettes fiscales	49 039 340	
DL	Dettes sociales	87 741 736	
DM	Autres dettes	111 469 172 690	
DN	Risques provisionnés		
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	229 797 750 431	
	TRESORERIE-PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte		
DR	Banques, crédits de trésorerie		
DS	Banques, découverts	18 034	
DT	TOTAL TRESORERIE-PASSIF (IV)	18 034	
DU	Ecart de conversion-Passif (V) (gain probable de change)	19 240 000	
DZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	257 730 152 762	

COMPTE DE RÉSULTAT

Désignation de l'entreprise BP: 8820 - Libreville
 Adresse 793485 N Exercice clos le 31-12- 2012 Durée (en mois) 22
 N° Contribuable

B - COMPTE DE RESULTAT

Réf.	CHARGES	Exercice N	Exercice N - 1
	ACTIVITE D' EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises		
RB	- Variation de stocks (Marge brute sur marchandises voir TB)		
RC	Achats de matières premières et fournitures liées		
RD	- Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur matières voir TG)		
RE	Autres achats	124 037 437	
RH	- Variations de stocks (- ou +)		
RI	Transports	98 489 914	
RJ	Services extérieurs	1 940 509 810	
RK	Impôts et taxes	13 521 084	
RL	Autres charges (Valeur ajoutée voir TN)	183 336 576	
RP	Charges de personnel (1)	1 741 795 502	
	(1) dont personnel extérieur..... 2 076 500 /		
RQ	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	759 048 965	
RW	Total des charges d'exploitation	4 860 668 888	
	(Résultat d'exploitation voir TX)		
	ACTIVITE FINANCIERE		
SA	Frais financiers	169 259 308	
SC	Pertes de change		
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions	28 547 582	
SF	Total des charges financières	197 806 890	
	(Résultat financier voir UG)		
SH	Total des charges des activités ordinaires	5 058 475 778	
	(Résultat des activités ordinaires voir UJ)		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	186 000 000	
SL	Charges H.A.O.		
SM	Dotations H.A.O.		
SO	Total des charges H.A.O.	186 000 000	
	(Résultat H.A.O. voir UP)		
SQ	Participation des travailleurs		
SR	Impôts sur le résultat		
SS	Total participation et impôts		
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES	5 244 475 778	
	(Résultat net voir UZ)		

Désignation de l'entreprise

BP: 8820 - Libreville

Adresse

793485 N

Exercice clos le

31-12- 2012

Durée (en mois)

22

N° Contribuable

B - COMPTE DE RESULTAT

Réf.	PRODUITS	Exercice N	Exercice N - 1
	ACTIVITE D' EXPLOITATION		
TA	Ventes de marchandises		
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES		
TC	Ventes de produits fabriqués		
TD	Travaux, services vendus	201 166 603	
TE	Production stockée (ou destockage)		
TF	Production immobilisée		
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES	201 166 603	
TH	Produits accessoires		
TI	CHIFFRE D' AFFAIRES (1)(TA+TC+TD+TH)	201 166 603	
TJ	(1) dont à l'exportation		
TK	Subventions d'exploitation	471 657 629	
TL	Autres produits	125 351 051	
TN	VALEUR AJOUTEE	(1 561 679 538)	
TQ	EXCEDENT BRUT D' EXPLOITATION	(3 303 435 040)	
TS	Reprises de provisions	774 052 578	
TT	Transferts de charges		
TW	Total des produits d'exploitation	1 572 237 661	
TX	RESULTAT D' EXPLOITATION Bénéfice (+) ; Perte (-)	(3 286 431 027)	
	ACTIVITES FINANCIERES		
UA	Revenus financiers	4 399 817 006	
UC	Gains de change		
UD	Reprises de provisions		
UE	Transferts de charges		
UF	Total des produits financiers	4 399 817 006	
UG	RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	4 202 010 116	
UH	Total des produits des activités ordinaires	5 972 054 867	
UI	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (+ ou -)	513 579 089	
UJ	(1) dont impôt correspondant		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
UK	Produits des cessions d'immobilisation	166 000 000	
UL	Produits H.A.O.	170 558 517	
UM	Reprises H.A.O.	524 959 333	
UN	Transferts de charges		
UO	Total des produits H.A.O.	861 515 850	
UP	RESULTAT H.A.O. (+ ou -)	695 515 850	
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	6 853 670 717	
UZ	RESULTAT NET Bénéfice (+) ; Perte (-)	1 609 094 939	

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS

Adresse BP: 8020 - Libreville
 N° Contribuable 793485 N Exercice clos le 31-12- 2012 Durée (en mois) 22

C - TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

■ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

		E.B.E.	
(SA) Frais financiers	169 259 308	(TT) Transferts de charges d'exploitation	(3 303 435 040)
(SC) Pertes de change		(UA) Revenus financiers	4 399 817 006
(SL) Charges H.A.O.		(UE) Transferts de charges financières	
(SO) Participation		(UC) Gains de change	
(SR) Impôts sur le résultat		(UL) Produits H.A.O.	170 556 517
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	
Total (I)	169 259 308	Total (II)	1 266 938 483

CAFG : Total (II) - Total (I) = 1 097 679 175 (N - 1) :

■ AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distribution de dividendes dans l'exercice

AF = 1 097 679 175 = 1 097 679 175 (N - 1) :

■ VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Variation des stocks : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises		
(BD) Matières premières		
(BE) En cours		
(BF) Produits fabriqués		
(A) - Variation globale nette des Stocks		
Variation des créances : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées		
(BI) Clients		
(BJ) Autres créances	93 549 133 674,00	
(B) - Variation globale nette des créances	93 549 133 674	
Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)	Emplois diminution (-)	Ressources augmentation (+)
(DI) Clients, avances reçues		117 809 885 679
(DJ) Fournisseurs d'exploitation		382 147 986
(DK) Dettes fiscales		49 039 340
(DL) Dettes sociales		87 741 735
(DM) Autres dettes		111 488 412 690
(DN) Risques provisionnés		
(C) - Variation globale nette des dettes circulantes		229 817 630 431
VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)		136 267 896 757

■ EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

	N	N - 1
Excédent brut d'exploitation	(3 303 435 040)	
- Variation du B.F.E. (- si emploi ; + si ressources) (- ou +)	136 267 896 757	
- Production immobilisée		
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	132 964 461 717	

Adresse BP: 8820 - Libreville
 N° Contribuable 793485 N Exercice clos le 31-12- 2012 Durée (en mois) 22

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

Réf.		Exercice N		Exercice N - 1
		Emplois	Ressources	(E;-R+)
	I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées (augmentation dans l'exercice)			
	Croissance interne			
FB	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	605 025 747		
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	6 034 683 816	186 000 000	
	Croissance externe			
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	23 909 308 301		
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	30 363 017 864		
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D' EXPLOITATION (cf.Supra : Var.B.F.E.)		136 267 896 757	
FH	A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER : (FF + FG)		105 904 878 893	
FI	III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F.,H.A.O.)			
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1) Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières (1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
FK	B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER		105 904 878 893	
FL	V. FINANCEMENT INTERNE Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)		1 087 879 175	
	VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM	Augmentations de capital par apports nouveaux		10 000 000 000	
FN	Subventions d'investissement		843 516 618	
FP	Prélèvements sur le Capital (y compris retraits de l'exploitant)			
	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ	Emprunts (2)			
FR	Autres dettes financières (2) (2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
FS	C- RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		11 941 195 793	
FT	D- EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)		117 846 074 686	
	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
	Trésorerie nette			
FU	à la clôture de l'exercice + ou - 117 846 074 686			
FV	à l'ouverture de l'exercice + ou -			
FW	Variation Trésorerie (+ si Emploi ; - si Ressources)	117 846 074 686		
	Contrôle : D = VIII avec signe opposé			

CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N-1)	Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : FdR(N) - FdR(N - 1)	18 421 822 071	
Variation du B.F. global (B.F.G.) : BFG(N) - BFG(N - 1)		135 267 896 757
Variation de la trésorerie (T) : T(N) - T(N - 1)	117 846 074 686	
TOTAL	136 267 896 757	135 267 896 757

EDITION

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Direction Générale

REDACTION

Avec l'aimable collaboration des dirigeants et cadres de la Caisse des Dépôts et Consignations :

Alain DITONA MOUSSAVOU, Laure Sandra KINGBO, Carl Davy NGUEBA BOUNTOUNDOU, Isidore EMBENDJOKOUA, Wilfried MORAU, Césaire TSINGA BAKARY, Wilfried IKAPIT, Arielle AGNEGHE, Jenny-Myra OBAGUI MPIGA

CONCEPTION & PRODUCTION

JTC CONSULTING

CREDITS PHOTOGRAPHIQUES

page 4, Photo du PCS, Arielle AGNEGHE

page 6, Photo ©COMILOG

page 12, Photo Alain POWEL

page 16, James Franck AFFOLABY et Arielle AGNEGHE

page 20, James Franck AFFOLABY

page 28, Photo ©SOMIVAB

page 31, Césaire TSINGA BAKARY

